

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 3 décembre 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat, 1997 à 2005 2

La production économique du secteur sans but lucratif de base a augmenté de 4,7 % en 2005, soit à un rythme plus lent que l'ensemble de l'économie canadienne, qui a progressé de 6,5 %.

Enquête auprès des peuples autochtones : santé et situation sociale des Inuits, 2006 4

Parmi les adultes de tous les groupes d'âge, les Inuits étaient moins susceptibles de déclarer être en excellente ou en très bonne santé que leurs homologues de l'ensemble de la population canadienne. On n'a observé aucune différence entre les hommes inuits et les femmes inuites.

Indice des prix des produits agricoles, septembre 2008 6

Enquête sur le financement des coopératives, 2007 7

Indices de mission canadienne à l'étranger, décembre 2008 8

Papier-toiture asphalté, octobre 2008 8

Statistiques financières des collèges communautaires et des écoles de formation professionnelle, 2006-2007 9

Nouveaux produits

10



Communiqués

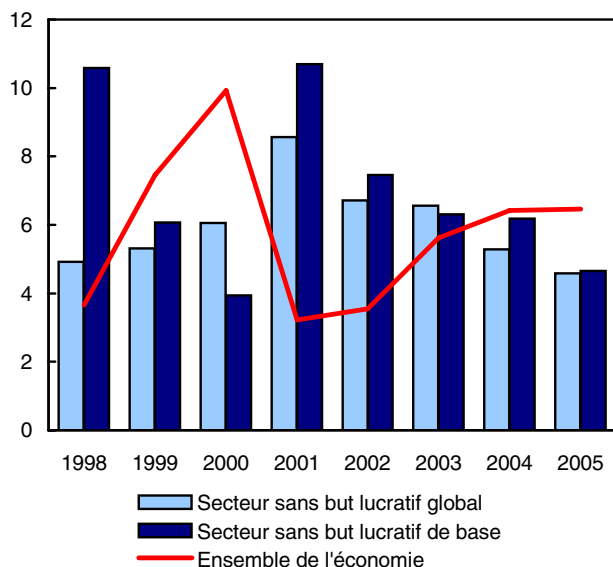
Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat

1997 à 2005

La production économique du secteur sans but lucratif de base a augmenté de 4,7 % en 2005, soit à un rythme plus lent que l'ensemble de l'économie canadienne, qui a progressé de 6,5 %.

Croissance du produit intérieur brut

variation annuelle en %, prix courants



Le produit intérieur brut (PIB) du secteur sans but lucratif de base, qui est habituellement composé d'organismes hétérogènes plus petits, s'est chiffré à 31,0 milliards de dollars en 2005. Le secteur sans but lucratif de base a représenté 2,4 % de l'activité économique du pays.

Le principal facteur qui a contribué à la croissance plus faible du secteur sans but lucratif de base a été le ralentissement de la rémunération versée aux employés. La rémunération des salariés a augmenté de 3,9 % en 2005, comparativement à une hausse de 4,4 % l'année précédente.

Note aux lecteurs

Pour établir le compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat, le secteur sans but lucratif global est divisé en deux groupes. Le premier comprend une gamme variée d'organismes généralement petits, qui forment ce que l'on appelle le «secteur sans but lucratif de base». Ces organismes oeuvrent dans divers domaines et jouent un rôle de plus en plus important dans la société.

Le second comprend les hôpitaux (y compris les établissements de soins pour bénéficiaires internes), les universités et les collèges, qui représentent la plus grande partie de l'activité économique du secteur sans but lucratif. Ces organismes, généralement de grande taille, sont classés dans le secteur public dans le Système de comptabilité nationale du Canada.

Des estimations distinctes (pour les comptes économiques types et le volet non marchand) sont offertes pour l'ensemble du secteur sans but lucratif et le secteur sans but lucratif de base.

Le produit intérieur brut est ventilé selon le domaine d'activité principal, conformément à la Classification internationale des organismes sans but lucratif.

Les estimations sont présentées en termes nominaux. Tous les taux de croissance sont calculés en valeurs nominales (courantes), c'est-à-dire que celles-ci ne sont pas corrigées pour tenir compte de l'inflation.

Le secteur sans but lucratif de base joue un rôle de plus en plus important dans la société

Le secteur sans but lucratif de base a représenté 33,1 % de l'activité économique de l'ensemble du secteur sans but lucratif en 1997. En 2005, cette proportion est passée à 35,6 %.

Au cours de cette période de neuf ans, l'activité économique dans le secteur sans but lucratif de base a augmenté à un taux annuel moyen de 7,0 %, comparativement à 5,8 % pour l'ensemble de l'économie.

Les hôpitaux, les universités et les collèges sont à l'origine de près des deux tiers de l'activité économique dans le secteur sans but lucratif global. Entre 1997 et 2005, leur activité économique a augmenté à un taux annuel moyen de 5,5 %. En 2005, leur PIB se chiffrait à 56,0 milliards de dollars.

Les services sociaux, le développement et le logement contribuent le plus au PIB du secteur sans but lucratif de base

En 2005, le groupe des services sociaux représentait 24,0 % du PIB du secteur sans but lucratif de base, part qui est demeurée la plus importante parmi tous les groupes de ce secteur. Ce groupe est arrivé en

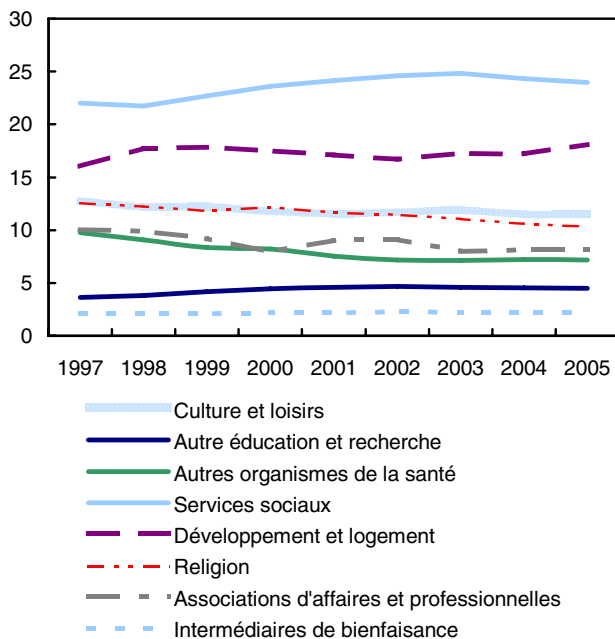
tête du secteur pour l'ensemble de la période de neuf ans.

Le groupe du développement et du logement s'est classé systématiquement au deuxième rang, suivi de ceux de la culture et des loisirs, de la religion, des associations d'affaires et professionnelles et des «autres organismes de la santé».

Ces six domaines d'activité ont représenté 79,2 % du PIB du secteur sans but lucratif de base en 2005, comparativement à 83,2 % en 1997.

Répartition du produit intérieur brut, selon le domaine d'activité : secteur sans but lucratif de base

part en %



La composition du secteur sans but lucratif de base selon le domaine d'activité est demeurée relativement stable au cours de la période. Toutefois, la part des services sociaux, du développement et du logement, ainsi que des autres organismes d'éducation et de recherche, a augmenté.

Par ailleurs, la part des «autres organismes de la santé», de la religion et des associations d'affaires et professionnelles a diminué.

Le secteur sans but lucratif de base favorise la croissance globale des revenus

Entre 2004 et 2005, les revenus du secteur sans but lucratif de base ont progressé de 7,2 %, pour s'établir à 68,8 milliards de dollars. Cela est supérieur à la hausse de 5,7 % des revenus du groupe des hôpitaux, des universités et des collèges. La vigueur du rendement du secteur de base s'explique dans une large mesure par la croissance moyenne plus forte de chacune des sources de revenus, sauf les transferts des ménages et les revenus de placements.

En 2005, les ventes de biens et de services ont représenté 46,4 % du total des revenus du secteur sans but lucratif de base. Ces ventes ont été de loin la plus importante source de revenus du secteur de base tout au long de la période. Les transferts gouvernementaux ont été à l'origine de 20,3 % des revenus totaux.

En plus de ces fonds, les organismes sans but lucratif de base ont tiré environ le tiers de leurs revenus de trois autres sources, soit les cotisations versées par les membres (15,4 %), les dons des ménages (12,0 %) et les revenus de placements (4,0 %).

Les organismes sans but lucratif de base sont demeurés les principaux bénéficiaires des transferts des ménages, recevant 89,4 % de ces dons en 2005. Les dons des ménages aux organismes sans but lucratif de base ont augmenté de 4,7 % en 2005.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 388-0001 à 388-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1901.

Le rapport complet *Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat*, 1997 à 2005 (13-015-XWF, gratuit), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au 613-951-3640 (iead-info-dcrd@statcan.gc.ca), Division des comptes des revenus et dépenses. ■

Enquête auprès des peuples autochtones : santé et situation sociale des Inuits

2006

Parmi les adultes de tous les groupes d'âge, les Inuits étaient moins susceptibles de déclarer être en excellente ou en très bonne santé que leurs homologues de l'ensemble de la population canadienne. On n'a observé aucune différence entre les hommes et les femmes inuits.

Environ 50 % des adultes inuits ont indiqué que leur santé était excellente ou très bonne en 2006.

Les Inuits de tous les groupes d'âge étaient moins susceptibles que les membres de la population en général d'avoir été vus par un médecin ou d'avoir consulté un médecin au téléphone au cours des 12 mois précédant l'enquête. Environ 56 % des adultes inuits avaient été en contact avec un médecin, comparativement à 79 % de la population en général (après correction pour tenir compte des effets attribuables à l'âge).

Dans la plupart des collectivités inuites, le premier contact qu'avaient les gens avec le système médical était avec une infirmière. Au cours de l'année ayant précédé l'enquête, 7 adultes inuits sur 10 vivant dans les collectivités inuites avaient été en contact avec une infirmière.

Dans le cadre du Recensement de 2006, on a dénombré 50 485 Inuits vivant au Canada, dont plus des trois quarts vivaient dans l'Inuit Nunaat, soit les quatre régions inuites au Nord. La région comportant la population inuite la plus importante était le Nunavut, où résidaient 24 635 Inuits, soit environ la moitié de la population inuite du Canada.

La population inuite est jeune, affichant un âge médian de 22 ans, comparativement à 39 ans pour l'ensemble de la population du Canada. En 2006, 12 % de la population inuite était âgée de 4 ans et moins, soit plus du double de la proportion de 5 % pour l'ensemble de la population canadienne.

La santé des adultes inuits

Environ 10 % des adultes inuits vivant dans l'Inuit Nunaat ont indiqué qu'à certains moments ils avaient eu besoin de soins de santé, mais ne les avaient pas reçus, soit environ le même pourcentage des Inuits vivant à l'extérieur de l'Inuit Nunaat. Cependant, les raisons de l'absence de soins étaient différentes.

Dans le cas des Inuits vivant à l'extérieur de l'Inuit Nunaat, la raison la plus fréquemment mentionnée était les longs délais d'attente. Dans l'Inuit Nunaat,

Note aux lecteurs

Le présent document est le premier de trois rapports faisant état des résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2006 (EAPA) menée entre octobre 2006 et mars 2007. L'EAPA de 2006 présente un vaste ensemble de données concernant les enfants inuits, métis et des Premières nations de 6 à 14 ans vivant hors réserve, ainsi que les adultes de 15 ans et plus vivant dans un milieu urbain, rural et dans les collectivités du Nord partout au Canada.

L'EAPA a été conçue afin de fournir des données concernant les conditions sociales et économiques des peuples autochtones du Canada (excluant les réserves). Cette enquête a recueilli des renseignements sur des sujets tels que l'éducation, la langue, les activités sur le marché du travail, les sources de revenus, la santé, les technologies de communication, la mobilité et le logement.

Le présent rapport est axé sur certains déterminants sociaux de la santé des Inuits. Les données sur l'état de santé sont produites à partir des données autodéclarées sur l'état de santé et les problèmes de santé chroniques. On examine des déterminants comme l'accès aux soins de santé, la récolte et la consommation d'aliments traditionnels. Les aliments traditionnels comprennent les aliments tels que le phoque, la baleine, le caribou, le poisson et les baies.

Les données pour les enfants de 6 à 14 ans sont fondées sur les renseignements fournis par les parents ou les tuteurs d'environ 1 300 enfants inuits. Les données pour les adultes de 15 ans et plus sont fondées sur les réponses de plus de 5 000 Inuits.

Les rapports à venir se concentreront sur les expériences scolaires des enfants des Premières nations vivant hors réserve et sur la santé des Métis.

il s'agissait également d'une raison fréquemment donnée, bien qu'un pourcentage similaire d'Inuits ont aussi indiqué qu'ils n'avaient pas reçu de soins parce que ceux-ci n'étaient pas offerts dans la région, ou au moment où ils en avaient eu besoin, et quelques-uns n'ont pas fourni de réponse.

Certains Inuits doivent quitter leurs collectivités pendant de longues périodes pour recevoir des soins médicaux. Environ 5 % des adultes inuits de l'Inuit Nunaat ont indiqué qu'au cours de l'année précédant l'enquête, ils ont résidé temporairement loin de chez eux, soit pendant un mois ou plus, en raison d'une maladie.

Les problèmes de santé chroniques les plus souvent déclarés par les adultes inuits étaient l'arthrite et le rhumatisme (13 %) ainsi que l'hypertension artérielle (12 %). Ces proportions étaient environ les mêmes que pour l'ensemble de la population canadienne, après correction pour tenir compte des effets attribuables à l'âge.

Environ 58 % des adultes inuits fumaient sur une base quotidienne, tandis qu'une proportion supplémentaire de 8 % fumait occasionnellement. Le taux d'Inuits fumant quotidiennement était plus de trois

fois plus élevé que celui de 17 % représentant tous les adultes au Canada, selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2005.

La santé des enfants inuits

Près des trois quarts (74 %) des enfants inuits de 6 à 14 ans étaient en excellente ou en très bonne santé, soit environ la même proportion qu'en 2001.

En 2006, plus du tiers (35 %) des enfants inuits de 6 à 14 ans avaient été en contact avec un pédiatre, un omnipraticien ou un médecin de famille.

Environ 59 % des enfants inuits vivant dans l'Inuit Nunaat avaient reçu des soins dentaires, comparativement à 77 % des enfants inuits vivant à l'extérieur de l'Inuit Nunaat. Plusieurs collectivités de l'Inuit Nunaat ne disposent pas d'un dentiste sur place. Les dentistes des régions au sud du Canada se rendent dans ces collectivités sur une base irrégulière.

Parmi tous les enfants inuits de 6 à 14 ans, les problèmes de santé chroniques les plus souvent déclarés étaient les infections de l'oreille, les allergies et l'asthme.

L'insécurité alimentaire parmi les enfants inuits

Environ 30 % des enfants inuits avaient, à un moment donné, connu «l'insécurité alimentaire», c'est-à-dire que ces enfants avaient eu faim parce que leur famille était à court de nourriture ou n'avait plus d'argent pour en acheter. Cette proportion était la plus élevée (39 %) parmi les enfants vivant dans le territoire du Nunavut.

Parmi les enfants qui avaient connu la faim, cette situation était occasionnelle pour 33 % d'entre eux. Toutefois, pour plus de 4 de ces enfants sur 10, cette situation s'était produite chaque mois, ou plus souvent encore.

La récolte de la nourriture traditionnelle

Les «aliments traditionnels» dont se sont nourris les Inuits pendant des milliers d'années font encore largement partie de l'alimentation de nombreux Inuits. Les aliments traditionnels comprennent le phoque, la baleine, le caribou, le poisson et les baies.

Dans l'Inuit Nunaat, 65 % des Inuits vivaient dans des foyers où au moins la moitié de la viande et du poisson consommés faisaient partie des aliments traditionnels.

En dépit des défis associés à la chasse et aux contraintes de temps attribuables à leur travail, 68 % des adultes vivant dans l'Inuit Nunaat récoltaient des aliments traditionnels en 2005.

La majorité des hommes et des femmes inuits de tous les âges ont indiqué prendre part aux activités de récolte, mais les hommes inuits étaient plus susceptibles de faire cette activité que les femmes inuites.

Le partage des aliments traditionnels était une pratique courante dans les collectivités inuites, ainsi environ 8 adultes inuits sur 10 vivaient dans des ménages qui partageaient des aliments traditionnels avec d'autres ménages.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3250.

Les données de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2006 sont maintenant offertes.

L'article «Santé et situation sociale des Inuits», qui fait partie de la collection *Enquête auprès des peuples autochtones de 2006* (89-637-XWF2008001, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Un ensemble de tableaux intitulé *Enquête auprès des peuples autochtones de 2006 : La santé et les conditions sociales des Inuits : tableaux de données connexes* (89-637-XWF2008002, gratuit), sera accessible sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636, Division des communications et des services de bibliothèque.

Les fichiers analytiques de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2006 seront accessibles aux centres de données de recherche partout au Canada. Pour obtenir plus de renseignements sur le Programme des centres de données de recherche, communiquez avec Gustave Goldmann au 613-951-1472, Programme des centres de données de recherche. ■

Indice des prix des produits agricoles

Septembre 2008

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont diminué de 1,2 % en septembre par rapport à août 2008, l'indice des cultures et celui du bétail et des produits d'origine animale ayant tous deux connu une baisse.

D'une année à l'autre, les prix que les producteurs ont reçus pour leurs cultures ont diminué de 0,5 % en septembre par rapport à septembre 2007. Il s'agit de la première baisse de ce genre observée depuis janvier 2006. Depuis septembre 2006, l'indice des cultures avait continué d'enregistrer des hausses d'au moins 10 %, les incertitudes liées au resserrement des approvisionnements et la forte demande ayant soutenu les hausses.

D'un mois à l'autre, les céréales et les indices de l'ensemble des cultures ont enregistré une troisième diminution consécutive, le Conseil international des céréales ayant diffusé ses estimations de la production de blé pour la campagne agricole de 2008-2009, en hausse de 12,0 % par rapport à l'année précédente.

L'indice du bétail et des produits d'origine animale de septembre 2008 a régressé de 1,9 % par rapport à août puisque tous les produits ont affiché des reculs, à l'exception de la volaille et des produits laitiers.

Nota : Le taux de croissance de l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA) total n'est pas une moyenne

pondérée des taux de croissance de ses composantes des cultures et du bétail. Le taux de croissance de l'IPPA total est le résultat d'une moyenne pondérée des indices des composantes au moyen d'un ensemble différent de pondérations au cours de mois consécutifs. Le taux de croissance de l'IPPA composite peut donc se situer à l'extérieur du taux de croissance des composantes.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0021 et 002-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.

Le numéro de septembre 2008 de la publication *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 8, n° 9 (21-007-XWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Sous *Tous les sujets*, choisissez *Agriculture*.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Cindy Heffernan au 613-951-2435 (cindy.heffernan@statcan.gc.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : 613-951-3868.

Indice des prix des produits agricoles

	Septembre 2007 ^r	Août 2008 ^r	Septembre 2008 ^p	Septembre 2007 à septembre 2008	Août à septembre 2008
	(1997=100)			variation en %	
Indice des prix des produits agricoles	117,7	121,1	119,6	1,6	-1,2
Cultures	131,2	131,6	130,5	-0,5	-0,8
Céréales	172,6	150,7	118,2	-31,5	-21,6
Oléagineux	101,5	142,1	128,6	26,7	-9,5
Cultures spéciales	120,6	199,9	183,6	52,2	-8,2
Fruits	127,7	112,7	107,3	-16,0	-4,8
Légumes	120,7	115,8	116,6	-3,4	0,7
Pommes de terre	161,0	202,7	189,8	17,9	-6,4
Bétail et produits d'origine animale	101,4	112,9	110,7	9,2	-1,9
Bovins et veaux	99,1	109,7	106,2	7,2	-3,2
Porcs	65,6	85,4	77,8	18,6	-8,9
Volaille	104,0	118,2	120,1	15,5	1,6
Oeufs	102,7	111,5	111,4	8,5	-0,1
Produits laitiers	140,5	141,1	144,2	2,6	2,2

^r révisé

^p provisoire

Enquête sur le financement des coopératives

2007

En 2007, un peu plus du tiers de toutes les coopératives au Canada ont fait une demande de financement, comme des demandes de prêts, de location-acquisition, de subvention gouvernementale et de financement par capitaux propres.

La grande majorité des coopératives qui ont sollicité en particulier des prêts, des marges de crédit ou des cartes de crédit nouveaux ou supplémentaires ont reçu le plein montant qu'elles avaient demandé.

Cependant, un cinquième des coopératives ont indiqué que le fait de tenter d'obtenir un financement quelconque constituait un obstacle majeur à la croissance de leur organisation.

Les coopératives sont des entreprises qui appartiennent conjointement aux membres qui utilisent leurs services. Elles entreprennent des activités de développement économique et social, comme la création d'emplois ou la fourniture de biens et de services qui ne seraient autrement pas à la disposition de la collectivité.

Les coopératives les plus susceptibles d'avoir présenté une demande pour un type quelconque de financement étaient situées dans les provinces de l'Atlantique, suivies du Québec et de l'Ontario.

Presque toutes les coopératives du Québec qui ont demandé des prêts, des marges de crédit ou des cartes de crédit nouveaux ou supplémentaires ont reçu le plein montant qu'elles avaient demandé. Les coopératives du Canada atlantique étaient moins susceptibles de recevoir le plein montant, suivies de celles de l'Ontario.

La proportion de coopératives rurales qui ont demandé du financement était pratiquement identique à celle des coopératives urbaines. Cependant, parmi celles qui ont demandé des prêts, des marges de crédit ou des cartes de crédit nouveaux ou supplémentaires, la presque totalité des coopératives rurales a reçu le plein montant demandé, tandis que leurs homologues urbaines étaient sensiblement moins susceptibles d'obtenir le plein montant demandé.

Environ 61 % des coopératives impliquées dans des activités de soins pour enfants ont fait une demande de financement, soit la plus forte proportion de tous les types. Venaient ensuite les coopératives qui sont impliquées dans les activités liées à la santé (53 %),

suivies de celles oeuvrant dans la commercialisation (52 %).

Quelque 64 % des nouvelles coopératives ont demandé du financement, soit plus du double des 28 % de coopératives établies.

De toutes les coopératives qui ont sollicité un financement au cours des trois années précédant l'enquête, 53 % ont indiqué qu'elles n'avaient jamais présenté de demande au gouvernement fédéral pour un financement quelconque. Parmi celles-ci, 77 % ont indiqué qu'elles n'étaient pas au courant de l'existence d'un programme fédéral pour lequel elles auraient été admissibles à un financement.

Les coopératives qui ont fait une demande de financement au cours de cette période de trois ans ont déclaré que la raison la plus commune pour laquelle elles ont sollicité un financement supplémentaire était l'obtention de fonds de roulement ou de fonds d'exploitation. La deuxième raison la plus commune était l'acquisition d'autres machines et équipements, suivie de l'acquisition de bâtiments et de terrains supplémentaires.

Nota : L'Enquête sur le financement des coopératives a été conçue pour recueillir de l'information sur les montants et les types de financement qui sont à la disposition des coopératives, ainsi que sur les défis auxquels elles sont confrontées pour obtenir les fonds. À l'instar des entreprises traditionnelles, les coopératives créent de l'emploi et vendent des biens et services aux collectivités. Cependant, les coopératives se distinguent par leur objectif, qui consiste à optimiser les avantages sociaux et communautaires, ce qui peut créer des difficultés supplémentaires pour obtenir le financement, comparativement aux autres entreprises.

L'Enquête sur le financement des coopératives était une enquête-échantillon menée auprès des coopératives du Canada, à l'exclusion des coopératives financières et d'habitation. Il s'agit en l'occurrence des coopératives de services communautaires qui oeuvrent notamment dans les arts et les loisirs; les soins pour enfants; le développement économique; la santé; des coopératives agricoles; des coopératives de ressources naturelles et de fabrication; et des coopératives de vente au détail.

L'enquête a été parrainée conjointement par Agriculture et Agroalimentaire Canada et Ressources humaines et Développement social Canada.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5150.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-877-679-2746 (pees-info@statcan.gc.ca), Statistique Canada.

Pour obtenir des renseignements sur les incidences de ces données pour le secteur des coopératives du Canada, communiquez avec Michael Mangulabnan au 613-759-6348 (mangulabnan@agr.gc.ca), Agriculture et Agroalimentaire Canada, ou avec Rahil Khan au 613-957-9896 (rahil.khan@hrsdc-rhdsc.gc.ca), Ressources humaines et Développement social Canada.

Financement des coopératives, 2007

	Coopératives ayant fait une demande		
	De financement	De prêts, de marges de crédit ou de cartes de crédit nouveaux ou supplémentaires	De prêts, de marges de crédit ou de cartes de crédit nouveaux ou supplémentaires et ayant reçu le plein montant demandé
		%	
Toutes les coopératives	35,2	14,2	88,9
Région			
Provinces de l'Atlantique	46,0	20,1	76,7
Québec	45,2	23,2	92,8
Ontario	43,5	13,4	79,6
Provinces des Prairies	22,6	5,8	98,2
Colombie-Britannique et territoires	31,6	16,6	84,8
Rural/urbain			
Rural	34,9	17,4	95,2
Urbain	35,6	9,7	73,3

Indices de mission canadienne à l'étranger Décembre 2008

Il est maintenant possible de consulter les données de décembre sur les indices de mission canadienne à l'étranger.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2322.

Le numéro de décembre 2008 de la publication *Les indices de mission canadienne à l'étranger* (62-013-XIF, gratuite) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 ou composez sans frais le 1-866-230-2248 (prices-prix@statcan.gc.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Claudio Perez au 613-951-1733 (claudio.perez@statcan.gc.ca), Division des prix. ■

Papier-toiture asphalté Octobre 2008

Il est maintenant possible de consulter les données d'octobre sur le papier-toiture asphalté.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0052.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2123.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.gc.ca), Division de la fabrication et de l'énergie. ■

**Statistiques financières des collèges
communautaires et des écoles de
formation professionnelle**

2006-2007

Les données pour l'année scolaire 2006-2007 provenant de l'Enquête sur les statistiques financières des collèges communautaires et des écoles de formation professionnelle sont maintenant offertes.

Cette enquête recueille des renseignements financiers (les revenus et les dépenses) au sujet de l'ensemble des collèges communautaires ainsi que des écoles publiques de formation professionnelle au Canada.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 3146.**

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (educationstats@statcan.gc.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-4441; ATS : 1-800-363-7629. ■

Nouveaux produits

Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat, 1997 à 2005
Numéro au catalogue : 13-015-XWF
(gratuit).

Indice des prix des produits agricoles,
septembre 2008, vol. 8, n° 9
Numéro au catalogue : 21-007-XWF
(gratuit).

Les indices de mission canadienne à l'étranger,
décembre 2008
Numéro au catalogue : 62-013-XIF
(gratuit).

Série de profils du Centre canadien de la statistique juridique : «Les immigrants et la victimisation, 2004», n° 18
Numéro au catalogue : 85F0033MWF2008018
(gratuit).

Enquête auprès des peuples autochtones de 2006 : «Santé et situation sociale des Inuits», 2006, n° 1
Numéro au catalogue : 89-637-XWF2008001
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

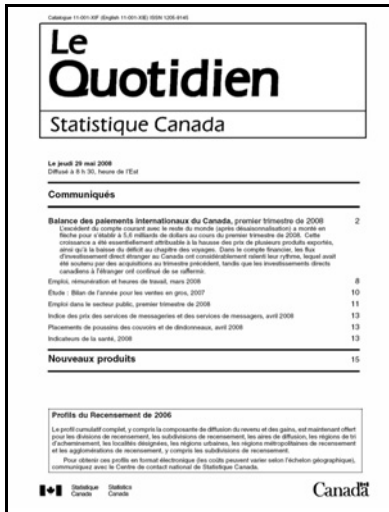
• Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.gc.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.gc.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.gc.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.gc.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.